

Police, Macron, Castaner... patrons : ils nous empêchent de respirer !

Depuis plus d'une semaine et malgré les interdictions, des manifestations regroupent partout des dizaines de milliers de jeunes qui dénoncent les violences policières. Tous font le lien entre la mort à Minneapolis de George Floyd, étouffé par un flic raciste et celle, ici, d'Adama Traoré en 2016, lui aussi mort entre les mains des flics. Le 30 mai, des manifestations, importantes également, avaient regroupé des sans-papiers pour exiger leur régularisation. Ça barde dans les rues... et Macron préfère se taire, confiné à l'Élysée !

Jeudi dernier, on découvrait que, dans un groupe Facebook de près de 8 000 personnes, des policiers et des gendarmes se lâchent à grand renfort de publications racistes et sexistes. Dans un podcast mis en ligne par Arte Radio, on peut entendre un policier noir de Rouen rapporter les propos racistes et même fascistes que profèrent six de ses collègues sur une boucle WhatsApp. Mais le gouvernement prétend toujours que les États-Unis n'ont rien de commun avec la France : selon lui, ici, la police protégerait la population et si quelques agents se révèlent coupables de racisme, ce ne sont que des brebis galeuses que l'institution expulse avec vigilance... Tu parles !

Des deux côtés de l'Atlantique

Aux États-Unis, le racisme est hérité de l'esclavagisme et le capitalisme s'y est bâti sur les fortunes qu'il a permises. Mais est-ce différent d'ici, où le racisme est le stigmate du colonialisme français en Afrique et ailleurs, mais aussi de l'esclavage aux Antilles ? Comment oublier que l'esclavage aux Amériques était alimenté par les bourgeois de Bordeaux, La Rochelle ou Saint-Malo qui enlevaient des esclaves en Afrique pour les vendre là-bas ?

Des deux côtés de l'Atlantique, la police a le même rôle : faire respecter « l'ordre », c'est-à-dire empêcher toute remise en cause par « ceux d'en bas ». Et, puisque les capitalistes s'appuient sur les idées racistes ou sexistes pour opposer les

travailleurs les uns aux autres, quoi de plus normal que ces idées puantes se retrouvent en version concentrée dans les commissariats ?

Les politiciens cherchent à calmer le jeu...

Aux États-Unis, les politiciens du Parti démocrate tentent de détourner la colère des manifestants vers un vote anti-Trump en novembre prochain. Mais, avec l'impact de la crise du Covid-19 et le chômage massif, pas sûr que les vieilles recettes fonctionnent. La maire de Washington, une démocrate noire, a rebaptisé une place « Black Lives Matter » (les vies noires comptent), mais des manifestants lui ont répondu qu'ils auraient préféré une baisse du budget de la police et une hausse des budgets sociaux !

Les violences policières sont le pendant répressif de la violence que représentent les licenciements, le chômage et la pauvreté. La crise sanitaire a tout aggravé et a amplifié la colère qui s'exprimait dans les rues depuis deux ans et demi en France, depuis des mois un peu partout dans le monde, d'Alger à Santiago, en passant par Hong-Kong et Tripoli au Liban. Aujourd'hui, cette colère envahit les rues de toutes les villes des États-Unis et c'est un immense espoir pour les opprimés du monde entier.

... Pas sûr que ça marche !

Partout, les jeunes ont montré qu'ils faisaient le lien entre la violence des flics et celle que représentent l'exploitation et la misère.

Alors, il faut suivre les jeunes ! Et ne pas hésiter à « coaguler » les colères, contre le racisme, mais aussi contre toutes les violences imposées aux travailleurs, contre l'état des hôpitaux délaissés par les budgets, contre les licenciements financés par les milliards distribués par l'État. Les manifestations actuelles imposeront peut-être des condamnations de policiers, et des expulsions de « brebis galeuses », voire, aux États-Unis, des restructurations de la police comme cela vient d'être décidé à Minneapolis, mais elles peuvent aussi être le début d'une lutte pour une autre société, débarrassée du capitalisme, de ses violences racistes et sociales.

Rassemblement place de la Révolution 16 juin 2020 à 14 heures

- Pour une réelle augmentation des salaires pour tous ;
- pour l'augmentation des moyens humains et matériels ;
- pour l'arrêt des fermetures d'établissements, des services et des lits, et la réouverture de ceux qui ont été fermés ;
- contre la remise en cause du temps de travail : « on veut gagner plus, mais pas travailler plus ».

Parce qu'on ne peut pas faire confiance au gouvernement, parce que nous avons montré notre force pendant la pandémie, montrons notre détermination pour défendre nos intérêts et ceux de la population !

Une prime à minima pour notre silence !

Pour tenter de désamorcer le mécontentement du personnel et limiter l'indignation de la population devant le triste état des hôpitaux en France, le gouvernement a annoncé qu'il donnerait une prime au personnel soignant.

Mais même sur ce point, le décret exclut d'office 60 % d'entre nous puisqu'il ne s'applique que dans certains départements. Et dans ces départements, tous n'y auront pas droit, comme la direction du CHS vient de l'annoncer. Rien que dans notre établissement, ce sont entre 60 et 90 collègues qui en seront exclus.

Le gouvernement espère taire notre colère en nous faisant l'aumône et en nous décernant une médaille. Mais les mesures annoncées sont loin de nous faire oublier les lits supprimés, les conditions de travail dégradées, les salaires dérisoires et le manque cruel de personnel, entre autres.

Alors si nous ne voulons pas que l'après soit pire que l'avant, mobilisons-nous le 16 juin.

Travailler plus pour gagner plus, on a déjà entendu ça !

Le premier ministre et les journalistes n'ont même pas attendu la fin de la crise pour nous annoncer qu'ils n'hésiteront pas à remettre en cause les 35 heures. Par un tour de passe-passe, ils nous expliquent en effet que c'est cette réforme qui serait à l'origine des problèmes dans la Santé.

Rappelons que lorsque cette loi a été mise en place, elle était censée s'accompagner d'embauches pour compenser la baisse du temps de travail. Or ni dans le privé, qui a reçu des aides considérables de l'État pour sa mise en place, ni dans le public, ces postes n'ont été créés. Dans les hôpitaux, les heures

supplémentaires se sont enchaînées sans être rémunérées et les RTT ont fondu, aggravant encore plus nos conditions de travail.

Il faut embaucher des ASH !

Nos collègues ASH subissent l'exploitation de plein fouet. La direction et l'encadrement maltraitent davantage les ASH, notamment celles en contrat précaire. Il n'est pas rare ces dernières années de devoir faire six voire dix jours de travail consécutifs en toute illégalité. Dans certains pavillons, l'encadrement impose même des coupés.

Depuis le début de la crise, nous sommes inondés de protocoles et de mesures pour désinfecter les services et cela sans le personnel nécessaire pour les mettre en place. Ainsi les ateliers ne peuvent pas ouvrir, car il n'y a pas suffisamment de monde pour nettoyer les locaux.

En extra c'est encore pire, car dans certains services, il n'y a plus d'ASH que deux ou trois jours par semaine, voire aucune lorsqu'il y a des problèmes d'effectif.

Pour l'instant, l'après est encore pire que l'avant !

Conditions de travail dégradées en cuisine

Depuis le début de la crise, les cuisines ont vu leur charge de travail augmenter considérablement et cela sans le personnel nécessaire pour y faire face. En effet, outre le travail habituel, il a fallu livrer des repas aux structures extérieures qui n'avaient plus la possibilité d'aller dans la restauration collective et de faire des courses. Le personnel des ateliers à même dû s'occuper de la livraison des repas, rôle qui n'est pas de son ressort et maintenant, c'est aux infirmiers que l'on demande d'assurer cette tâche. La direction, pourtant responsable de la prise en charge des patients, semble s'en moquer royalement.

« E.T. téléphone maison »

Bien que le gouvernement explique que la santé ne doit pas être gérée selon les lois du marché, nous sommes inondés par les mails nous expliquant comment coter les actes. D'ailleurs on se demande s'ils ont bien supporté le confinement à la DIM, car récemment nous avons reçu un message un peu étrange : « À l'export RIMP l'application d'extraction du GIP Symaris va incrémenter un DAS Z753 dans le RAA... »

Nous, on a juste compris « incrémenter », qui doit probablement venir de crémant, un vin mousseux bien sympathique... dont certains rédacteurs de mails devraient user plus modérément !